«Notre président de la République a une indignation sélective. Est-ce qu'il a eu un mot pour Enzo ? Est-ce qu'il a eu un mot pour notre fils Adrien ? Il n'y a rien eu, aucune compassion»

04/08/2023 à 19h51



Ils s'appelaient Enzo Parissot, Axelle Dorier ou encore Adrien Perez. Leur mort n'a pas fait la une de l'actualité nationale ni suscité de réactions dans la classe politique, à quelques exceptions près. Dans un entretien exclusif accordé au *Figaro* , la mère du jeune Enzo, un adolescent de 15 ans récemment tué à coups de couteau dans une petite commune de l'Eure, s'interrogeait : «*Pourquoi ne parle-t-on pas de mon fils ? Parce qu'il ne vient pas d'une cité mais d'une petite commune de 1400 habitants ? Parce que nous sommes restés dans le respect, le silence et le calme ? Pourquoi notre chef de l'État ne vient pas nous rendre hommage ?*». Quelques jours avant cet entretien, la mère du jeune homme avait publié un message de la même teneur sur LinkedIn. «*Les politiciens, les footballeurs, les stars, vous êtes où ?*», questionnait-elle.

Ce sentiment d'abandon, ressenti par la mère d'Enzo, n'est pas un cas isolé. En juillet 2020, Axelle Dorier, une esthéticienne de 22 ans, perdait la vie dans d'atroces souffrances, à Lyon, après avoir été traînée sous les roues d'une voiture sur plus de 800 mètres. «*J'ai remarqué quelque chose que j'ai pris pour un pantin. Cette forme ne ressemblait pas une personne*», dira même un témoin aux policiers après avoir découvert son cadavre. Deux cousins, Youcef Tebbal et Mohamed Yelloule, ont été condamnés en janvier 2023 à douze ans et cinq ans de prison.

«*On n'a pas suffisamment parlé de ce crime et on n'a presque pas parlé du procès. Il y a une subtile dichotomie faite par certains organes médiatiques, et le monde politique et artistique, entre les victimes dignes de l'être et celles qui ne sont rien. Ce tri sélectif laisse songeur. Dans d'autres configurations factuelles, les projecteurs auraient été grandement allumés sur cette pauvre Axelle Dorier*», estime Me Gabriel Versini-Bullara, l'avocat de la famille Dorier. Aucun responsable politique ne s'est jamais manifesté auprès de la famille de la jeune femme.

Adrien Perez, lui, est mort le 29 juillet 2018. Ce jour-là, vers 5h30 du matin, le jeune homme sort de la discothèque «*Le Phoenix*», située à Meylan (Isère), où il vient de fêter ses 26 ans. Alors qu'il prend la défense d'un de ses amis, il est poignardé en plein cœur. Yanis et Younès El Habib, deux frères de 22 et 23 ans, ont été condamnés en juillet 2021 à quinze ans de réclusion criminelle.

«On reste des faits divers»

«*Nous avons médiatisé l'assassinat de notre fils, sinon personne n'en aurait parlé et ça aurait été fini*», explique au *Figaro* Patricia Perez, la mère d'Adrien. «*Adrien aimait la vie. Il était chargé d'affaires et était promis à un bel avenir. On lui a tout enlevé, pour rien, car il s'est*

interposé pour défendre un ami. Tous les jours je vais au cimetière voir mon petit avant d'aller au travail. Nous avons pris perpétuité, on survit à la mort de notre fils», poursuit Patricia, des sanglots dans la voix.

La mère d'Adrien dénonce l'indifférence de la classe politique, notamment au plus haut sommet de l'État, envers les victimes. «*On reste des faits divers. On est les grands oubliés de la mort de nos enfants, c'est de pire en pire*», estime-t-elle. «*Notre président de la République a une indignation sélective. Est-ce qu'il a eu un mot pour Enzo ? Est-ce qu'il a eu un mot pour notre fils Adrien ? Il n'y a rien eu, aucune compassion*», poursuit Patricia.

La mère d'Adrien déplore également l'inaction du gouvernement en matière de sécurité. Un deuxième abandon, insupportable, à ses yeux. «*Depuis la mort d'Adrien, rien n'a changé. Ça continue encore et encore. Qu'est-ce que le gouvernement attend pour agir ? On parle beaucoup des violences policières mais ce n'est pas la police qui a tué Adrien ou Enzo. Il y en a assez de tous ces enfants qui se font tuer pour rien par des gens inhumains. Le président de la République doit protéger le peuple, les enfants de France*», clame-t-elle. (…)

www.lefigaro.fr